

les vices de la classe dirigeante vouée à la perte : une légèreté, une paralysie de la volonté, un penchant pour fermer les yeux sur les événements et espérer aux miracles. A vrai dire, les investigations économiques de Tarnow remplissent aujourd'hui la même « fonction » que les révélations consolantes d'un Raspoutine quelconque...

Les social-démocrates avec les communistes ne pourraient pas s'emparer du pouvoir. Le voilà le petit-bourgeois éduqué (gebildet), présumptueux et profondément froussard qui est pénétré de la tête aux pieds de méfiance et de mépris pour les masses. La social-démocratie et le Parti communiste ont ensemble près de 40 % des voix, bien que les trahisons de la social-démocratie et les erreurs du Parti communiste repoussent des millions dans le camp de l'indifférentisme et même dans celui du national-socialisme. Rien que le seul fait d'actions communes de ces deux partis, actions qui ouvrent aux masses des perspectives nouvelles, augmenterait incommensurablement la force politique du prolétariat. Mais prenons pour point de départ les 40 %. Brüning ou Hitler ont-ils plus ? Et cependant, seuls ces trois groupements peuvent gouverner l'Allemagne : le prolétariat, le parti du centre ou les fascistes. Mais le petit-bourgeois éduqué s'est assimilé cette vérité jusqu'à la moelle des os : au représentant du capital, il ne faut pas plus de 20 % des voix pour gouverner : la bourgeoisie n'a-t-elle pas des banques, des trusts, des syndicats, des chemins de fer. Il est vrai que notre petit-bourgeois éduqué voulait il y a douze ans « socialiser » tout cela, mais après tout ! Programme de socialisation — oui, exproprier les expropriateurs — cela non, c'est déjà du bolchevisme.

Nous avons pris plus haut le rapport des forces sous son aspect parlementaire. Mais ce n'est là qu'un miroir courbe. La représentation parlementaire d'une classe opprimée diminue considérablement sa force réelle, et inversement : la représentation de la bourgeoisie, même à la veille de son effondrement, est toujours la mascarade de sa force imaginaire. Seule la lutte révolutionnaire met à nu le rapport réel des forces. Dans la lutte directe et immédiate pour le pouvoir le prolétariat, s'il n'est pas paralysé par le sabotage de l'intérieur, par l'austro-marxisme et les autres formes de trahison, développe une force qui dépasse de beaucoup son expression parlementaire. Rappelons encore une fois la leçon inappréciable de l'histoire : même après qu'ils s'étaient emparés, et d'une façon solide, du pouvoir, les bolcheviks avec les socialistes-révolutionnaires de gauche avaient dans l'Assemblée constituante moins du tiers des voix — moins de 40 %. Et malgré le désordre économique effroyable, malgré la guerre, malgré la trahison de la social-démocratie eu-

ropéenne et, avant tout, de la social-démocratie allemande, malgré la réaction de fatigue d'après-guerre, malgré la croissance de l'état d'esprit thermidorien, le premier Etat ouvrier reste debout depuis 14 ans. Que faut-il dire alors de l'Allemagne ? A l'instant où l'ouvrier social-démocrate et l'ouvrier communiste se lèveront ensemble pour s'emparer du pouvoir, la tâche sera aux 9/10^e résolue.

Cependant, dit Hilferding, si la social-démocratie avait voté contre le gouvernement Brüning et l'avait ainsi renversé, cela aurait eu pour conséquence l'arrivée des fascistes au pouvoir. Sur le plan parlementaire la chose apparaît, peut-être, ainsi ; mais tout est placé en dehors du cadre parlementaire. Renoncer à appuyer Brüning, la social-démocratie ne le pourrait que dans le cas où elle aurait décidé de se placer sur la voie de la lutte révolutionnaire. Ou appuyer Brüning ou lutter pour la dictature du prolétariat. Il n'y a pas de troisième voie. Le vote de la social-démocratie contre Brüning aurait immédiatement changé le rapport des forces — non pas sur l'échiquier du Parlement dont les figures auraient pu passer soudainement sous la table, mais dans l'arène de la lutte révolutionnaire des classes. Les forces de la classe ouvrière, dans un tel tournant, n'auraient pas doublé mais décuplé parce que le facteur moral n'occupe pas la dernière place dans la lutte des classes, surtout pendant les grands tournants historiques. Un courant moral de haute tension passerait à travers toutes les couches du peuple. Le prolétariat se serait dit avec assurance que c'est lui et lui seul qui est appelé à donner aujourd'hui une autre direction plus élevée à cette grande nation. L'effondrement et la décomposition de l'armée de Hitler auraient commencé bien avant les luttes décisives. Bien entendu, la lutte serait impossible à éviter ; mais avec la ferme volonté de vaincre et par une attaque hardie, la victoire serait obtenue beaucoup plus facilement que ne se le représente aujourd'hui le plus extrême des optimistes révolutionnaires.

Pour cela, il manque peu de chose : un tournant de la social-démocratie sur la voie de la révolution. Compter sur un tournant spontané des chefs, après l'expérience des années 1914-1932, serait la plus ridicule des illusions. Autre chose est la majorité des ouvriers social-démocrates : ces ouvriers peuvent faire un tournant et ils le feront, — il n'y a qu'à les y aider. Mais ce sera un tournant non seulement contre l'Etat bourgeois, mais aussi contre le sommet de leur propre parti.

Ici notre austro-marxiste qui « n'a rien à ajouter » à nos paroles essaiera à nouveau de nous opposer des citations de nos propres travaux : n'avons-nous pas écrit, en effet, que la politique de la bureaucratie stalinienne représente une chaîne d'erreurs, n'avons-nous pas

stigmatisé la participation du Parti communiste au referendum de Hitler ? Oui, nous avons écrit ; oui, nous avons stigmatisé. Mais si nous luttons contre la direction stalinienne de l'Internationale communiste, c'est précisément parce qu'elle est incapable de détruire la social-démocratie, d'arracher à son influence les masses et de libérer la locomotive de l'histoire d'un frein rouillé. Par ses oscillations, par ses erreurs, par son ultimatum bureaucratique, la bureaucratie stalinienne conserve la social-démocratie en lui permettant de retomber chaque fois sur ses pattes.

Le Parti communiste est un parti prolétarien et anti-bourgeois, quoique faussement dirigé. La social-démocratie, malgré sa composition ouvrière, est entièrement un parti bourgeois qui, dans des conditions « normales », est habilement dirigé du point de vue des buts bourgeois, mais qui ne vaut plus rien dans les conditions de crise sociale. Les chefs social-démocrates sont forcés de reconnaître, malgré eux, le caractère bourgeois de la social-démocratie. Parlant de la crise et du chômage, Tarnow répète les vieilles phrases sur « la honte de la civilisation capitaliste », comme un prêtre protestant parle du péché et de la richesse ; du socialisme, Tarnow parle exactement comme un pape parle de la récompense dans l'au-

delà ; mais il s'exprime tout autrement sur les questions concrètes : « si le 14 septembre, ce spectre (le chômage) ne se trouvait pas devant les urnes électorales, ce jour aurait eu une autre physionomie dans l'histoire de l'Allemagne » (rapport au Congrès de Leipzig). La social-démocratie a perdu des électeurs et des mandats parce que le capitalisme, à travers la crise, a révélé son visage authentique. La crise n'a pas renforcé le parti du « socialisme » mais au contraire l'a affaibli comme elle a affaibli le chiffre du commerce, les caisses des banques, l'aplomb de Hoover et de Ford, les revenus du prince de Monaco, etc. Les appréciations les plus optimistes de la conjoncture doivent être recherchées aujourd'hui non pas dans les journaux bourgeois, mais dans les journaux social-démocrates. Peut-il y avoir des preuves plus irréfutables du caractère bourgeois de ce parti ? Si la maladie du capitalisme signifie la maladie de la social-démocratie, l'approche de la mort du capitalisme ne peut pas signifier la mort imminente de la social-démocratie. Le parti qui s'appuie sur les ouvriers, mais qui sert la bourgeoisie ne peut pas, dans une période d'accentuation extrême de la lutte de classes, ne pas ressentir le souffle de la tombe.

